



Auch, le 28 octobre 2024

FICHE PRESSE

Vœu de l'Assemblée Départementale **Séance de l'Assemblée départementale le 28 octobre 2024**

Mes chers collègues,

Cette séance aura été l'occasion d'évoquer la situation budgétaire du Conseil départemental du Gers, et l'impact du Projet de Loi de Finances 2025 sur notre collectivité, si celui-ci est adopté en l'état actuel.

Ces 10 millions d'euros de coupes budgétaires se traduiront concrètement par la révision de nombreuses politiques et actions que nous menons.

La lutte contre les déserts médicaux, le soutien à notre agriculture, les financements dans nos communes, ou encore le développement de la vie associative... sont des enjeux pour lesquels notre collectivité départementale a décidé de s'engager, bien qu'ils ne relevaient pas de nos compétences, ou pour pallier les manquements de l'État.

Car le Département est bien l'un des premiers échelons de proximité, au plus proche des besoins des concitoyens.

Au-delà d'un impact sur les budgets des collectivités locales, c'est bien sur la vie quotidienne des Gersoises et des Gersois que le Projet de Loi de Finances 2025 du Gouvernement aura le plus de conséquences.

Ce Budget 2025 soulève un véritable questionnement : où et au préjudice de qui, le Gouvernement doit engager des efforts financiers ?

Si la nécessité de retrouver des finances maîtrisées s'avère inéluctable, nous regrettons que les économies soient frappées du sceau de l'injustice quant à ceux qui devraient en supporter la charge.

Alors que les collectivités départementales et régionales ont vu leurs ressources s'effondrer considérablement ces dernières années, nos concitoyens, eux, sont victimes d'un recul de l'État sur les territoires, d'inégalités qui se creusent, et d'une injustice fiscale incontestable.

C'est à ce titre que l'Assemblée départementale du Gers appelle d'une même voix le Gouvernement à :

- Reconsidérer les coupes budgétaires sur les budgets des collectivités départementales, inscrites au PLF 2025 ;
- Redéfinir les contributeurs légitimes aptes à supporter l'effort d'économies financières.